La Gazette des Comores

Quotidien Indépendant d'Informations Générales

Paraît tous les jours sauf les week-end

26ème année - N°5015 - Lundi 08 Décembre 2025 - Prix : 200 Fc

PROTECTION DES AIRES MARINES :

Une formation pour dynamiser les AMGL

FOI ET SOLIDARITÉ :

Dar Zakat multiplie les gestes en faveur des enfants trisomiques

LIRE PAGE 3

Visitez le site de La Gazette
www.lagazettedescomores.com

17 Djamadou -Thani 1447

Prières aux heures officielles

Du 06 au 10 Décembre 2025

Lever du soleil:
05h 34mn

Coucher du soleil:
18h 19mn

Fadjr :	04h 20mn
Dhouhr :	12h 02mn
Ansr :	15h 37mn
Maghrib:	18h 25mn
Incha:	19h 39mn

PORTRAIT :

Ahmed Ouledi, lauréat d'honneur de MeritCom 2025

Rarement un parcours aura autant incarné l'idée même de « mérite ». Ahmed Ouledi n'est pas seulement un expert de la santé publique ou un chercheur confirmé, il est l'un de ces bâtisseurs discrets qui œuvrent à façonner un avenir digne des Comores. Celui qui a longtemps été Doyen de la Faculté des Sciences de l'Université des Comores est aujourd'hui lauréat d'honneur de MeritCom 2025.

Né et formé aux Comores jusqu'au baccalauréat obtenu au Lycée Saïd Mohamed Cheikh, Ahmed Ouledi poursuit ses études supérieures en France, dans la filière Sciences de la vie et de la santé. Deux DEA, un doctorat, et le voilà de retour, fort de savoirs solides pour servir son pays. Mais ce qui aurait pu rester un parcours classique prend une toute autre dimension quand on découvre combien ses engagements vont bien au-delà des murs d'un laboratoire. Il intègre très vite le ministère de la Santé, où il débute une carrière d'expert sanitaire, tout en poursuivant une seconde trajectoire comme enseignant-chercheur. Très tôt, son engagement dépasse le seul cadre institutionnel. Son passé de militant associatif le conduit à jouer un rôle central au sein de l'ONG Ulanga, dédiée à la préservation, la conservation et la valorisation de l'environnement comorien. « La majorité des pathologies rencontrées aux Comores restent intimement liées à notre environnement », rappelle-t-il, évoquant la mauvaise gestion des déchets, les pollutions diverses ou encore l'accès insuffisant à l'eau potable. Pour lui, intégrer la dimension environnementale dans les politiques de santé publique n'est plus une option, mais une nécessité vitale.

Au cœur de son parcours se situe un combat majeur, celui de l'élimination des maladies transmissibles, au premier rang desquelles le paludisme. Pendant huit ans, il dirige le Programme national de lutte contre cette maladie qui demeure l'un des défis sanitaires les plus urgents du pays. Il insiste également sur un autre enjeu crucial : améliorer l'offre de soins afin de réduire les évacuations sanitaires coûteuses et souvent traumatisantes pour les familles. Visionnaire modéré mais déterminé, le Dr Ouledi refuse l'idée d'un « modèle importé » de développement durable. « Nous avons dans ce pays des experts reconnus, des hommes et des femmes de tous niveaux ayant un savoir-faire », souligne-t-il. Le véritable défi, selon lui, consiste à mettre en synergie ces intelligences, pour bâtir un modèle comorien, ancré dans la réalité insulaire et centré sur le bien-être des citoyens.

Dr Ouleid , Léaureat Méritcom.

Et parce qu'il croit profondément à la mémoire collective, Ahmed Ouledi n'est pas seulement un soigneur, il est aussi un passeur d'histoire. Plusieurs de ses travaux explorent les vies, combats et espoirs des Comoriens à travers les âges : on lui doit notamment L'association des stagiaires et étudiants des Comores (ASEC) : rêves et illusions d'une génération (2012), Abdou Bakari Boina : Une figure emblématique du MOLINACO (2016), ou encore Les Comores au jour le jour : chronologie (2007). Des ouvrages qui retracent les luttes politiques, le militantisme, mais aussi la mémoire intime d'un archipel.

En tant qu'enseignant chercheur, longtemps Doyen de la Faculté des Sciences de l'Université des Comores, il a formé, guidé, inspiré des générations de jeunes Comoriens. Sans compter ses recherches sur la biodiversité. Avec d'autres experts, il publiera Les Papillons Diurnes des Îles Comores, qui rappellent que la santé d'un peuple passe aussi par le respect et la sauvegarde de son environnement naturel. La distinction de la Fondation Haki Hazi revêt pour lui une valeur particulière. « C'est une consécration de ma modeste carrière professionnelle et surtout de mon engagement de longue date pour la valorisation du patrimoine naturel, historique et culturel de notre archipel », confie-t-il, avec une humilité caractéristique.

Aux jeunes Comoriens, il livre un message simple et puissant : croire au pays, s'engager, agir. « On ne peut pas croiser les bras et changer les choses. Chacun de nous devra redoubler d'effort, maîtriser les nouvelles technologies et œuvrer pour une gestion rationnelle de notre environnement. Un message à l'image de sa vie : exigeant, sincère et profondément tourné vers l'avenir.

Mohamed Ali Nasra

TRAFIC DE STUPÉFIANTS :

Vaste coup de filet à Madjadjou

La police nationale et la gendarmerie ont procédé le 4 décembre dernier, en début d'après-midi, à l'arrestation de 39 personnes, dont trois femmes, dans le quartier de Madjadjou, à Ngazidja, lors d'une vaste opération de lutte contre les stupéfiants. Selon le capitaine Toilib Saïd, certains adolescents âgés de 12 à 15 ans consommeraient déjà ces substances, un phénomène jugé « très préoccupant ».

Cette opération, considérée comme l'une des plus importantes de ces derniers mois, a permis la saisie de plusieurs types de drogues : cannabis, shisha trafiquée, drogue chimique, alcool et du vin de coco connu sous le nom de trembo vuruga. Autant de produits qui, selon les autorités, circulent désormais trop facilement parmi les jeunes. Face à la presse, le nouveau commandant de la Gendarmerie, Djaffar Ousseine, a indiqué que cette descente marque le lancement d'une opération plus large de « pacification » dans la ville de Moroni, visant à réduire significativement les actes de délinquance qui s'y multiplient.

De son côté, le commandant de la Police nationale, Yakutu Abdouroihmane, a salué la coordination renforcée entre les forces de l'ordre et le ministère de l'Intérieur. Il affirme notamment que la zone surnommée « Coin noir » est désormais placée sous surveillance renforcée : « Cette zone est ciblée. Nous unissons nos efforts pour mettre fin à toutes les formes de délinquance dans la capitale », a-t-il déclaré avec fermeté. Pour conclure, le commandant a brièvement expliqué que la " Pacification de la ville de Moroni " a pour objectif de combattre le mal dans l'ensemble de la ville de Moroni, capitale des Comores".

En définitive, les forces de sécurité assurent que cette opération n'est qu'une étape d'un plan d'action intensifié visant à reprendre le contrôle des zones sensibles et à protéger la population, en particulier les jeunes, face à la montée inquiétante de la délinquance liée à la drogue.

El-Aniou Fatima (stagiaire)

Saisie stupéfiants.

COMMISSION DE L'OCÉAN INDIEN

Avis de recrutement

La Commission de l'océan Indien (COI) est une organisation intergouvernementale qui regroupe l'Union des Comores, les Républiques de France (Réunion), de Madagascar, de Maurice et des Seychelles. Avec le soutien de ses partenaires, la COI donne corps à la solidarité régionale à travers des projets de coopération couvrant l'ensemble des Objectifs de développement durable.

Si vous êtes motivé(e) et prêt(e) à relever des défis, pour son Secrétariat Général, la COI recherche :

1. **Un (1) Chef du Service des Marchés et Contrats**

Les dossiers d'appel à candidatures peuvent être obtenus comme suit :

- Téléchargement à travers le site internet de la COI www.commissionoceanindien.org – rubrique « Opportunité »
- Au Département des ressources humaines à l'adresse électronique suivante : rh@coi-ioc.org

Les candidatures doivent se faire directement sur le site internet de la COI à l'adresse suivante : https://www.commissionoceanindien.org/opportunites-et-carrieres/) avant l**e 05 janvier 2026 à 16h00 (heures de Maurice).**

Protection des aires marines :

Une formation inclusive pour dynamiser les AMGL

Pendant trois jours, du 1er au 3 décembre dernier, le Foyer Kadafi de Mbatsé a accueilli une formation dédiée au plaidoyer en faveur des aires marines gérées localement (AMGL). Une initiative placée sous le projet RaSea (Régénération des paysages marins) qui ambitionne de renforcer la résilience des communautés côtières face aux impacts du changement climatique.

Clôturée le 3 décembre dernier, cette session d'échanges a réuni un public large : praticiens des aires marines, acteurs communautaires, jeunes diplômés, responsables locaux et défenseurs de l'environnement. L'objectif est de consolider les compétences techniques et pratiques nécessaires à l'établissement, la gestion et la consolidation des AMGL et des aires marines protégées (AMP). Financé par Affaires mondiales Canada, le projet RaSea est mis en œuvre par l'Union internationale pour la conservation de la nature (UICN) et Mission Inclusion, en partenariat avec le gouvernorat de Mohéli et le ministère comorien de l'Environnement et du Tourisme. Les Comores figurent parmi les cinq pays bénéficiaires du programme, aux côtés du Kenya, de Madagascar, de la Tanzanie et du Mozambique.

Selon Rakcha Mohamed, Vice-Présidente du réseau national AMGL, cette formation vise avant tout à « renforcer la résilience socio-économique des communautés côtières face aux changements climatiques ». Elle souligne que les échanges ont permis aux participants d'améliorer leurs connaissances sur la gestion communautaire des zones marines, mais aussi de découvrir des expériences qu'ils n'avaient jamais eu l'occasion d'explorer. Un avis partagé par Zaïnaba Ali Ahamada, vice-présidente du réseau AMGL, qui insiste sur le caractère inclusif de la formation : « Il y avait de tout : des personnes expérimentées et d'autres non, des jeunes comme des aînés. Cette diversité a enrichi les échanges et permis une véritable transmission de savoir-faire. » Elle rappelle également que Mohéli demeure en avance sur Ngazidja et Ndzouani en matière de promotion de l'environnement, ce qui justifie l'importance de renforcer les capacités locales pour consolider cette dynamique.

À travers ces trois jours d'apprentissage, les communautés de Mohéli ont ainsi posé un nouveau jalon dans la protection de leurs richesses marines. Une étape décisive pour la préservation durable des écosystèmes côtiers, au moment où les défis climatiques deviennent de plus en plus pressants.

Riwad

Foi et solidarité :

Dar Zakat multiplie les gestes en faveur des enfants trisomiques

À travers un geste de solidarité inspiré du quatrième pilier de l'islam, Dar Zakat a apporté une aide financière à 45 enfants trisomiques, ainsi qu'à plusieurs veuves et personnes en situation de handicap dans les trois îles. La cérémonie, organisée le 3 décembre dernier au siège de l'institution, a été marquée par un message d'engagement envers les plus vulnérables et par les remerciements des autorités religieuses et étatiques présentes.

Ali Mdahoma, directeur général de Dar Zakat, a rappelé dans son allocution que cette initiative s'inscrit dans une mission profondément ancrée dans les valeurs religieuses : « Cette action fait partie des obligations prescrites par notre Seigneur. Dar Zakat œuvre depuis longtemps pour soutenir les personnes handicapées, les veuves et les orphelins. » Les aides ont été réparties comme suit : 20 bénéficiaires à Ngazidja, 15 à Anjouan et 10 à Mohéli. Ali Mdahoma a également souligné que Dar Zakat « reste ouverte à toute personne ou organisation souhaitant accompagner cette mission », affirmant la volonté de l'institution de rapprocher ses services des populations éloignées et de renforcer sa présence dans toutes les îles.

La cérémonie s'est déroulée en présence de responsables religieux et de représentants de l'État. Said Sagaf, chargé des affaires islamiques, a rappelé que la solidarité est un principe majeur de la religion musulmane, insistant sur la nécessité de soutenir ceux que la société a tendance à oublier. Il a également souligné la vision du chef de l'État, affirmant que « le président place les hommes à la place qu'il faut » pour renforcer les missions sociales. Abdillah Yahaya, conseiller aux affaires islamiques à la présidence, a pour sa part rappelé le devoir individuel de chaque citoyen : « Le

Prophète n'a jamais cessé de recommander l'accompagnement des personnes handicapées et des orphelins. » Il a toutefois regretté que l'aumône reste encore insuffisamment pratiquée, avant de saluer le soutien du président Azali Assoumani, qui en a fait une priorité nationale.

Les représentants de Dar Zakat ont réaffirmé leur volonté de poursuivre et d'étendre leurs actions sociales. Ils ont rappelé que l'institution accompagne régulièrement les familles en situation de précarité, en particulier celles ayant des enfants en situation de handicap. Les familles bénéficiaires ont exprimé leur gratitude, soulignant que cette aide représente un soutien crucial face aux besoins spécifiques de leurs enfants. Le Dar Zakat a appelé les citoyens et les organisations à contribuer davantage : « Toute participation, même modeste, peut changer une vie. »

Ibnou M. Abdou

Bulletin unique :

La FSEC tire la sonnette d'alarme

La fédération des syndicats de l'éducation (Fsec) vient de rejeter certaines réformes du système éducatif mises en place par le ministère de l'éducation nationale. Elle a critiqué le lancement des programmes d'enseignement en ligne et la conception du bulletin unique.

Lors d'une rencontre avec la presse, les membres de la fédération des syndicats de l'éducation (FSEC) ont encore pointé du doigt le ministre de l'éducation Bacar Mvoulana qui semble oublier son statut d'enseignant pour se conduire homme politique. « Un séjour dans l'eau ne transforme jamais un tronc d'arbre en crocodile », a rappelé un membre du syndicat, empruntant une citation de Seydou Badian pour fustiger le ministre. L'enseignement et l'éducation sont en crise a déclaré Abdou Saïd Mdarara, secrétaire général de la Fsec. « Cette fois-ci nous ne réclamons pas l'augmentation du salaire mais plutôt prévenir la population sur les actions du ministère de l'éducation au niveau de l'enseignement aux Comores. Récemment nous avons eu la visite d'un inspecteur pédagogique qui pour répondre à la question des manuels du programme d'enseignement scolaire a parlé des programmes en ligne. Mais est-ce que cette plateforme est accessible à tous », s'interroge-t-il. « Pourquoi cette digitalisation précipitée dans un pays dépourvu d'électricité et de connexion stable ? D'autant plus que les enseignants ne sont pas tous digitalisés ? Et peu d'entre eux disposent du matériel adéquat pour faire leur travail en ligne ». Selon le chef syndicaliste cette stratégie « ne fera que paralyser le fonctionnement du système d'enseignement aux Comores ».

Quant à l'épineuse question du bulletin unique, l'organisation syndicale estime qu'en imposant un bulletin unique à tous les établissements scolaires, le ministère de l'éducation « détruit l'identité propre à chaque école ». Cette prérogative qui appartenait à chaque école « est désormais laissée aux mains du ministère avec un prélèvement de 1500 fc sur chaque bulletin ». Est-il logique de déplacer un habitant de Mbadjini jusqu'à Moroni avec un frais de déplacement de 2000 fc, pour un bulletin qui vaut 1500fc ? », martèle le conférencier. Et ceux qui doivent se déplacer depuis Anjouan ou Mohéli pour un bulletin ? Ce n'est pas normal. » Pendant la rencontre, les conférences ont également insisté sur les revendications des enseignants, comme l'application de la nouvelle grille indiciaire qui demeure jusqu'aujourd'hui une chimère, malgré le protocole d'accord de janvier 2025.

Kamal Gamal

CYCLONE CHIDO À MAYOTTE :

Un an après et des promesses non tenues

Il y a quasiment 1 an, le cyclone Chido frappait l'île de Mayotte, laissant derrière lui un paysage de désolation et de destruction. Quatre maisons sur dix étaient en tôle sur le territoire lors de ce drame. Ce dernier a provoqué d'importants dégâts matériels qui ont aggravé les conditions de vie déjà très difficiles à l'époque sur l'île. L'État français s'est déployé pour les secours et l'urgence après l'ouragan, mais malgré les promesses de soutien quant à la reconstruction, la situation sur place demeure catastrophique. Le traumatisme reste présent et les habitants de Mayotte, en particulier ceux des bidonvilles comme Kawéni, Mavadzani ou encore Chiconi, continuent à vivre dans la précarité.

Des maisons en tôle rouillée, des rues non pavées et des infrastructures inexistantes sont le quotidien de plusieurs résidents qui se sentent délaissés par les autorités françaises. Les Mahorais demeurent encore marqués par la calamité passée, en particulier ceux des quartiers défavorisés, confrontés à des circonstances de vie extrêmement difficiles. Leurs habitations, souvent construites de manière précaire, sont vulnérables aux intempéries et aux catastrophes naturelles. Ils essayent tant bien que mal de vivre avec les moyens de bord. Pour autant, les chiffres sont éloquents : selon les données de l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE), Mayotte accuse un taux de pauvreté de 43,6%, soit trois fois plus que la moyenne nationale. Les indicateurs de santé, d'éducation et de logement sont également très inquiétants. Sachant que plus de la moitié de la population mahoraise est composée de jeunes, de nombreux enfants souffrent de cette crise, notamment dans les bidonvilles où l'insécurité règne constamment : délinquance accrue, manque d'eau, de soins, et même de scolarité.

Aussi, les infrastructures désastreuses rendent les déplacements difficiles, voire dangereux. Les enfants jouent dans des rues jonchées de déchets et de boue, tandis que les adultes tentent de survivre dans des difficiles conditions de pauvreté. En effet, le contraste entre la situation à Mayotte et dans l'Hexagone est saisissant. Alors que la France métropolitaine bénéficie de conditions de vie confortables et de services publics de qualité, Mayotte est confrontée à des problèmes de développement, d'insécurité et de sous-investissement chroniques.

Sur les réseaux sociaux, des groupes Facebook comme « Mayotte, on est ensemble » et « Solidarité pour Mayotte » ont été créés pour sensibiliser l'opinion publique à la situation sur l'île. Les membres du groupe partagent des photos et des témoignages pour montrer la dure réalité de la vie quotidienne. Les internautes s'indignent : « Comment peut-on accepter que des citoyens français vivent dans de telles conditions ? », écrit @maorais971. Les habitants de l'île se sentent abandonnés et réclament de l'aide.

« Nous demandons à être traités avec dignité et respect, comme citoyens français à part entière. Mayotte, c'est un peu la France oubliée. Il est urgent que les autorités françaises prennent des mesures concrètes pour nous protéger. La saison des cyclones se rapproche à grands pas », dénonce une mère de famille, résidente de Kawéni, avec un sentiment d'anxiété. Par ailleurs, plusieurs médias, tels que RFI et Brut ont mené des enquêtes sur ce sujet. Ces professionnels ont recueilli des témoignages et des chiffres pour montrer l'ampleur de la crise.

Selon un confrère journaliste contacté sur place, plusieurs délégations de politiques se sont toutefois rendues sur l'île auparavant, afin d'évaluer les dégâts causés et d'identifier les besoins des habitants de Mayotte. Dont dernièrement une mission menée par des sénateurs issus de groupes de gauche, visant à examiner de près la gestion de la crise et les efforts de reconstruction en cours. Il semble optimiste quant à cette initiative malgré l'état critique : « Cette démarche sénatoriale est un signe encourageant pour la prise en charge des préoccupations des Mahorais, un plan de soutien des services publics est d'ailleurs mis en place », a-t-il avancé.

Serait-ce une sorte de déclaration solidaire comme mesures symboliques ou cela se traduirait par des actions concrètes et des résultats tangibles pour les communautés affectées ? En tout cas, les associations et les élus locaux en ont marre des promesses non tenues, ils ne cessent de réclamer de réels investissements pour améliorer les conditions de vie, développer les infrastructures et créer des emplois. Il est temps que la voix de Mayotte soit entendue et que les belles paroles soient suivies d'actes.

Hamdi Abdillahi Rahilie
(Stagiaire)

La Gazette des Comores
Fondateur et Directeur général
Said Omar Allaoui
Directeur de la publication
Elhad Said Omar
Rédactrice en chef
Andjouza Abouheir
Secrétaire de rédaction
Toufé Maecha
Rédaction
Mohamed Youssouf
Sanaa Chouzour
A. Mmagaza
M.I.M Abdou
Nassuf Ben Amad
Kamal Gamal Abdou
Nabil Jaffar
Riwad
A Bardraoui
Mohamed Ali Nasra Hamdi
Stagiaires
Abdillahi Rahilie
El-Aniou Fatima
Aticki Ahmed Ismael
Mise en page
Abdouchakour Aladi Nourou
Responsable commercial
Mariama Mhoma
Documentation archiviste
Hadidja Abdou
Photographe / Site Web
Mohamed Said Hassane
Impression
Graphica Imprimerie
www.lagazettedescomores.com
Tel: 773 91 21/ 322 76 45

COUPE ARABE DES NATIONS :

Les Cœlacanthes A' éliminés de la compétition

L'objectif fixé, et raisonnable était la qualification pour la phase de groupe. Et les hommes d'Hamada Jambay l'ont fait haut la main, en éliminant le Yémen dans un match à rebondissement, où ils ont dû remonter trois buts de retard avant de s'imposer au tir au but, grâce à un Adel Anzimati des grands jours. Cette victoire sur les yéménites a permis aux comoriens de se qualifier pour la première fois dans une phase de groupe de la prestigieuse compétition organisée dans le monde arabe opposant les pays membres.

Contre les saoudiens vendredi dernier, l'absence de l'attaquant d'Istres, Zaid Amir a été préjudiciable aux Verts, et elle a été beaucoup commentée sur les réseaux. Appelé initialement pour jouer le match contre le Yémen, il a dû y avoir des négociations entre la partie comorienne et son club pour lui permettre de jouer le premier match contre le Maroc. Si le tournoi est désormais inscrit sur le calendrier FIFA des compétitions, il ne jouit pas encore de la reconnaissance des grandes compétitions continentales et zonales, telles l'Euro ou la CAN, pour lui permettre de retenir les joueurs en dehors des périodes FIFA, communément appelées fenêtre FIFA. Aussi prestigieuse soit-elle, la coupe arabe est encore dans une phase embryonnaire.

Avant même d'entamer cette phase de groupe, l'on savait déjà que la marche était trop haute pour nos Cœlacanthes. Avec des adversaires comme le Maroc récent champion du monde des U20, ou encore l'Arabie Saoudite qui a envoyé son équipe A, les Cœlacanthes qui sont en apprentissage dans cette compétition savait que le miracle était presque impossible. Toutes fois, bien qu'aillant été battu par deux fois sur le même score (3-1), l'équipe d'Hamada Jambay n'a pas démérité sur le terrain. Elle s'est toujours montrée accrocheuse et pleine d'énergie.

Lors du dernier match de cette phase de groupe, contre les cousins du Sultanat d'Oman, qui se joue ce vendredi, les comoriens vont tenter d'éviter une troisième défaite, et pourquoi pas inscrire leur nom dans le palmarès des équipes ayant inscrite une victoire en Coupe Arabe.

Imtiyaz

Numéros utiles

Police
Moroni: 764 46 64
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Gendarmérie
Moroni: 764 49 92
Fomboni: 772 01 37
Mutsamudu: 771 02 00

Immigration
Ngazidja: 773 42 86
Anjouan: 771 01 73
Moheli: 772 01 37

Aéroport
Hahaya: 773 15 95
Ouani: 771 07 31
Moheli: 772 03 71

HÔTELS & RESTAURANTS :
Le Select 773 00 31

Port maritime
Moroni: 773 00 08
Moheli 772 02 57
Anjouan: 771 01 43

Hopitaux
Moroni:: 773 25 04
Fomboni: 772 03 73
Mutsamudu: 771 00 34

Banques
BIC: 773 02 43
Eximbank: 773 94 01
Banque centrale: 773 10 02
SNPSF: 773 43 43
Meck: 773 36 40

MAMWE
Moroni: 773 48 00
Mutsamudu: 771 02 09
Fomboni: 772 05 18

UNION DES COMORES

Unité-Solidarité-Développement

France
AFD

Ministère de Transport Maritime et Aérien (MTMA)

Unité de Gestion de Projet (UGP)

CKM1138-01V – Projet de Transport Maritime Inter-Iles aux Comores (PTMIC)

Avis d'appel d'offres
(AAO)

Date : [le 05 novembre 2025]
Nom du Projet: Transport Maritime Inter-Iles des Comores
AAO No : 01/2025/PTMIC/C

1. Le Ministère de Transports maritime et aérien a obtenu un financement de la l'Agence Française de Développement (AFD) pour financer le Projet Transport Maritime Inter-Iles des Comores. Il est prévu qu'une partie des sommes accordées au titre de ce financement sera utilisée pour effectuer les paiements prévus au titre du marché d'acquisition du navire.

2. Le Ministère de Transports maritime et aérien sollicite des offres sous pli fermé de la part de soumissionnaires éligibles en vue de l'achat d'un navire, à concevoir et construire ou existant, de 250 places minimum, doté d'une vitesse minimale de 17 nœuds permettant une traversée Moroni - Mutsamudu en 5 heures maximum (pour une distance nautique de 84 Nm). Le navire devra par ailleurs avoir une capacité d'emport de 24 kg de bagages par passager, et 6 t de petit fret additionnel dont 4 t réfrigérées. L'Appel d'Offres International se déroulera conformément aux procédures de l'AFD et du Code des marchés publics comoriens pour un appel d'offres ouvert sans préqualification.

3. Les soumissionnaires éligibles et intéressés peuvent obtenir gratuitement le Dossier d'Appel d'Offres complet en version numérique et prendre des informations auprès de la Personne Responsable du Marché (ci-après la « PRM »), M. Ahmed Nadhoiri Said Attoumane, Coordinateur PTMIC, coordinateur.ptmic@gmail.com, à l'adresse suivante : UGP TMIC, 1er étage de l'ancien bâtiment de la sécurité civile (COSEP) en face de l'ambassade de France auprès de l'Union des Comores, **Moroni, de 8 heures à 17 heures du lundi au vendredi**, ou sur la plate-forme https://dgmarket.com

4. Les soumissionnaires intéressés peuvent aussi obtenir le Dossier d'Appel d'Offres complet en français en formulant une demande écrite à l'adresse mentionnée ci-dessus contre un paiement **non remboursable de 75 000 francs comoriens.** La méthode de paiement sera le chèque bancaire à l'ordre de l'UGP TMIC.

5. Les Instructions aux Soumissionnaires et les Cahier des Clauses Administratives et Générales sont ceux du Dossier Type d'Appel d'Offres pour Équipements – Conception, Fourniture et Montage d'installations de l'Agence Française de Développement.

6. Les offres devront être soumises à l'adresse ci-dessus au plus tard l**e [Le 05 février 2026] à 16 h 00, heure des Comores.**

7. Les offres seront ouvertes en présence des représentants des soumissionnaires qui le souhaitent à l'adresse figurant ci-dessus à **[le 06 fevrier 2026] à 9 h 00, heure des Comores.**

8. Les exigences en matière de qualifications sont: la satisfaction aux critères de provenance, d'absence de non-exécution de marché antérieur, de situation financière et d'expérience. Voir le document d'Appel d'offres pour les informations détaillées

AUTONOMISATION DES MÉNAGES VULNÉRABLES
CRÉATION D'EMPLOIS DURABLES POUR LES JEUNES ET LES FEMMES
PROMOTION DE L'INCLUSION FINANCIÈRE

LA BANQUE MONDIALE
BIRD • IDA | GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

Projet Mayendeleyo

Projet de Filets Sociaux de Sécurité Résilients et Réactifs aux Chocs (PFSS-RRC)

ET SI LA SOLIDARITÉ DEVENAIT UN MOTEUR D'ENTREPRENEURIAT ?

Aux Comores, des milliers de ménages accompagnés par le **Projet Mayendeleyo** transforment les défis du quotidien en véritables opportunités économiques .

Grâce aux formations dispensées, aux mesures d'accompagnement, aux programmes **Ubasaua** (Activités de Résilience et d'Inclusion Économique – ARIEP) et **Uhifadhwi** (Argent Contre Travail Résilient – ACTR), **19340 ménages vulnérable**s dont **15 625 femmes** développent des **activités génératrices de revenus.** Ils accèdent ainsi à l'emploi tout en renforçant leur **résilience économique**, leur **autonomie** et leur **capital humain.**

Des femmes, des jeunes, des familles…
Tous avancent, innovent et bâtissent leur indépendance, pas à pas.

Projet Mayendeleyo, un levier d'inclusion financière, d'autonomie et d'espoir pour chaque ménage vulnérable comorien.
#Mayendeleyo #Chaqueménagevulnérable

Renforcer la résilience des ménages pauvres et vulnérables affectés par les effets des crises multiples